Déclaration de Bujumbura

Préambule :

Sur invitation de S.E. Monsieur le Ministre Charles Nqakula, Facilitateur sud africain du processus de paix au Burundi et du Représentant Spécial de la Région des Grands Lacs, Monsieur l'Ambassadeur Kingsley Mamabolo, le Groupe des Envoyés spéciaux sur le Burundi s'est réuni à Bujumbura, les 16 et 17 janvier 2009. Les participants ont discuté des progrès accomplis jusqu'ici ainsi que des défis encore à relever dans la mise en œuvre de l'Accord de Principes du 18 juin 2006, de l'Accord Global de cessez-le-feu du 7 septembre 2006, de la Déclaration de Magaliesberg du 10 juin 2008, de la Déclaration de Ngozi du 29 août 2008 et de la Déclaration du 4 décembre 2008 du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Région des Grands Lacs sur le processus de paix au Burundi.

Le Groupe des Envoyés spéciaux sur le Burundi a noté avec satisfaction les récentes avancées réalisées dans le cadre du processus de paix suite à la signature de la Déclaration du Sommet du 4 décembre 2008. Le Groupe des Envoyés spéciaux s'est félicité de l'esprit de coopération et de partenariat qui a guidé les efforts du Gouvernement du Burundi et des Forces Nationales de Libération (FNL) dans la mise en œuvre de leurs engagements respectifs au titre de la Déclaration. Le Groupe des Envoyés spéciaux a particulièrement salué la décision des FNL de changer d'appellation et la libération de prisonniers politiques et de guerre par le Gouvernement du Burundi.

Lors de la séance publique, tous les intervenants dont des représentants de partis politiques et de la société civile ont rappelé, compte tenu en particulier des échéances électorales de 2010 :

- Aux parties que la responsabilité première de la mise en œuvre sans délai des accords qu'ils ont signés leur incombe.
- Aux Burundais qu'ils ont également la responsabilité de prendre en main l'avenir de leur pays.
- A la communauté internationale, ses engagements à soutenir le processus.

Points d'action :

DDR

La réunion a noté avec satisfaction que la zone de rassemblement de Rubira est opérationnelle et déjà prête à recevoir 3,000 des combattants des FNL et que les préparatifs se poursuivent pour porter rapidement cette capacité à 6,000 combattants.

Le Gouvernement du Burundi et les FNL se sont engagés à démarrer le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion au plus tard le 30 janvier 2009.

A cet effet, le Gouvernement du Burundi a pris l'engagement de recruter le coordonnateur national et l'équipe technique de la nouvelle structure gouvernementale pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion au plus tard le 30 janvier 2009.

La Banque mondiale a assuré de son soutien la mise en place de cette structure dans les délais mentionnés ci-dessus.

Libération des prisonniers politiques et de guerre

La réunion a accueilli avec satisfaction la libération de prisonniers politiques et de guerre déjà effectuée et a recommandé que la question soit réglée lors de la prochaine réunion du Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS), prévue le 21 janvier 2009. La réunion a insisté sur la nécessité de coordonner les activités de la Commission juridique conjointe et du MCVS pour accélérer le processus de libération du reste des prisonniers.

Enregistrement des FNL comme parti politique

La réunion a exprimé l'espoir que tous les obstacles à l'agrément des FNL comme parti politique soient levés au plus tard le 15 février 2009. A cet effet, les FNL se sont engagés à présenter leur dossier d'agrément au plus tard le 30 janvier 2009. La réunion a encouragé le Gouvernement du Burundi à faire preuve de souplesse et de compréhension lors de l'examen de ce dossier.

Séparation des enfants

Les FNL se sont engagés à séparer les enfants associés à leurs combattants immédiatement et sans condition au plus tard le 30 janvier 2009, dès que la nouvelle structure gouvernementale de DDR sera opérationnelle, en vue de la réunification rapide de ces enfants avec leurs familles et de leur réinsertion et réhabilitation.

Réintégration socio-économique durable

Le Gouvernement du Burundi a présenté un document de stratégie sur la réintégration socio-économique durable des ex-combattants et des démobilisés des forces de défense et de sécurité. Le Groupe des Envoyés spéciaux a pris note avec intérêt de ce document et a demandé au Gouvernement en concertation avec les partenaires de l'harmoniser avec le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté avant de le soumettre à nouveau aux partenaires d'ici la mi-février 2009.

Intégration des FNL au sein des institutions nationales

Concernant la question de l'intégration de membres des FNL au sein des institutions nationales, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration du 4 décembre 2008, le Groupe des Envoyés spéciaux a encouragé les FNL à continuer leurs discussions avec le Gouvernement du Burundi. Le Groupe des Envoyés spéciaux a

également noté que le Facilitateur poursuivrait les contacts avec les deux parties afin que ces dernières parviennent à un consensus dans les meilleurs délais.

Conclusion:

Le Groupe des Envoyés spéciaux s'est engagé à mobiliser la communauté internationale en faveur de la finalisation du processus de paix au Burundi, notamment le financement du processus de DDR, la réintégration socio-économique durable et la transformation des FNL en parti politique, en étroite liaison et avec le soutien de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et les autres partenaires internationaux, en vue de l'établissement d'un environnement propice à la consolidation de la paix et à la préparation des échéances électorales de 2010.

Fait à Bujumbura, le 17 janvier 2009